

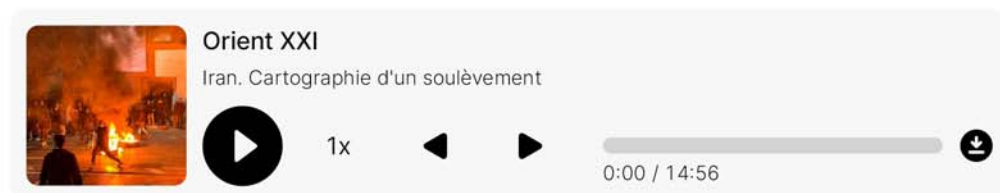


Iran. Cartographie d'un soulèvement

La dernière révolte a réussi ce qu'aucune mobilisation précédente n'était parvenue à accomplir depuis l'instauration de la République islamique : convoquer simultanément l'ensemble des strates sociales, géographiques et générationnelles qui, au cours des dernières années et à différents moments, s'étaient mobilisées, mais séparément. Retour en cartes sur les différentes étapes de cette mobilisation, marquée par une répression d'une violence extrême de la part du régime.

traductions: **français** italiano

> **ARMIN MESSENGER** > 22 JANVIER 2026



Face aux sources limitées d'information, cette analyse repose principalement sur l'exploitation de données issues des réseaux sociaux (Telegram, Instagram, X), ainsi que sur des entretiens et échanges conduits avec des personnes présentes en Iran ou qui en sont récemment revenues.

À la fin de l'année 2025, le toman s'effondre, les prix s'envolent, et le bazar de l'électronique et de la téléphonie de Téhéran se vide (Alaeddin, Charsou Mall et le Grand Bazar). Ces commerçants sont les premiers, le 28 décembre 2025, à baisser le rideau et à descendre protester dans les allées du Bazar. La grève est

rapidement suivie par d'autres marchands.

Politiquement, l'identité de ceux qui protestent est importante. Historiquement conservateurs, souvent religieux, les bazaris sont peu enclins à la contestation politique. Ils avaient été le fer de lance de la révolution de 1979. Depuis, ils entretiennent des liens de loyauté structurels avec l'État. Leur mobilisation signifie que l'État n'est plus en mesure d'assurer sa fonction minimale : faire tenir l'économie.



Carte des provinces de l'Iran

France diplomatie

LA CONTESTATION SE GÉNÉRALISE

Dès l'après-midi du second jour, le 29 décembre, la contestation passe du Bazar aux rues de Téhéran où des cortèges se forment. Les manifestants scandent « Âzâdi ! » (Liberté) et « Mort au dictateur », faisant glisser la mobilisation vers des revendications politiques. De premières manifestations éclatent en province, à Zanjan (ville turcophone à l'ouest de Téhéran), Qeshm (île du sud de l'Iran) et Hamedan (grande ville de l'Ouest iranien, avec une population turcophone, kurde et persane).

Au troisième jour, la contestation se diffuse dans les grandes villes du pays : Mashhad, Karaj, Yazd, Kermanshah, Shiraz, Ispahan, en particulier dans leurs bazars (fer, textiles, meubles, fruits et légumes). La classe moyenne inférieure des centres-villes, appauvrie par une inflation hors de contrôle, est la première à rejoindre le mouvement. Avec des salaires avoisinant les 90 dollars (77 euros) mensuels, et des prix alimentaires en forte hausse, les ménages les plus modestes ont atteint un point de rupture.

Le 31 décembre, la contestation se diversifie socialement avec l'arrivée d'étudiants, notamment ceux des universités Amir-Kabir et Sharif à Téhéran, de l'université technologique d'Ispahan, de l'université de Yazd et de l'université Khayyam de Mashhad.

À partir du 1^{er} janvier, les villes petites et moyennes (entre 10 000 et 100 000 habitants) rejoignent la contestation. C'est principalement le cas dans les petites villes marginalisées du Zagros, la chaîne montagneuse traversant le pays du centre-sud vers l'ouest, qui deviennent des foyers majeurs de mobilisation en raison de la régularité et de l'intensité des manifestations. Ce phénomène est particulièrement visible dans le Lorestan (Lordegan, Kuhdasht, Azna), Ilam (Abdanan), Kermanshah (Eslamabad-e gharb), Fars (Marvdasht, Arsanjan), Chaharmahal et Bakhtyari (Farsan), Hamedan (Nahawand), où l'économie locale repose sur un tissu mélangeant agriculture, industrie et petit commerce. Leur tissu social est souvent religieux et conservateur, traditionnellement en retrait lors de cycles de contestation, comme « Femme, vie, liberté » (FVL), en 2022-2023. Leur entrée inaccoutumée dans les manifestations a été très médiatisée sur les réseaux sociaux et a contribué à inciter d'autres catégories sociales à rejoindre un mouvement de plus en plus politique.

EFFONDREMENT DU CONTRAT SOCIAL

C'est dans ces strates que l'État venait traditionnellement trouver sa base sociale et idéologique lors des élections ou d'événements nationalistes ou religieux. C'est également là qu'il puise ses forces de sécurité (police, milices, Gardiens de la révolution et armée). Pendant longtemps, il était même prestigieux au Lorestan de compter un membre de sa famille dans les forces de sécurité. Autrement dit, celles-ci présentent un profil socioculturel proche de celui d'une partie des manifestants. Toutefois, par le biais des délocalisations territoriales des unités et de l'encadrement idéologique des troupes par la propagande d'État, elles perdent leurs liens de proximité avec les populations locales et demeurent, en apparence du moins, fortement soudées.

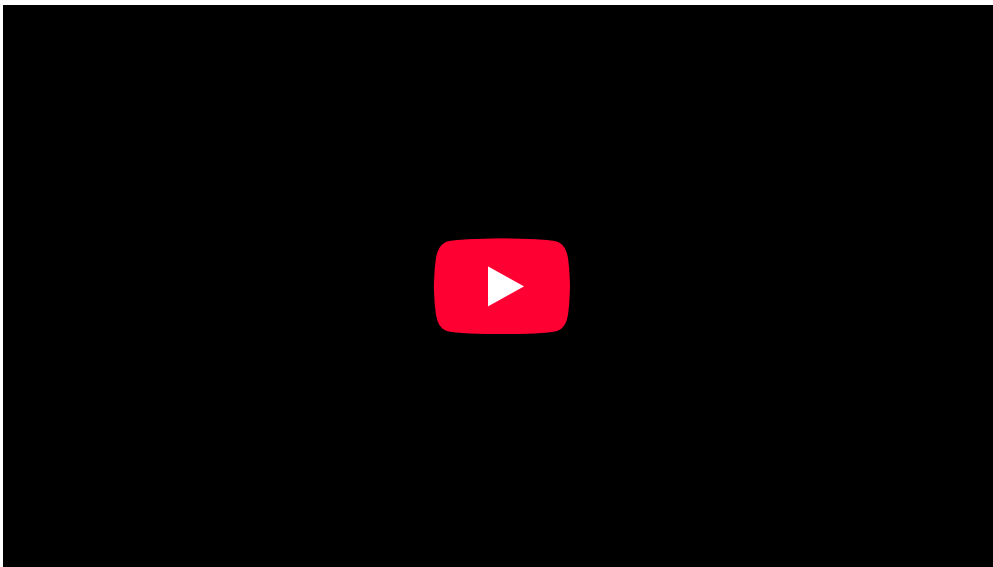
Le basculement de ces populations dépasse les seules questions économiques et traduit donc l'effondrement d'un contrat social tacite dans ces régions : loyauté contre protection, emploi et reconnaissance symbolique. Les régions du Zagros figurent parmi les plus touchées par le chômage. Selon le Centre de statistiques iranien, le taux officiel a atteint 12 % en 2023 – probablement très sous-estimé –, contre 8,1 % au niveau national. Quatre des sept régions les plus touchées se trouvent dans « l'arc zagrossien ».

MOBILISATION DES CLASSES MOYENNES

Les 1^{er} et 2 janvier, des quartiers populaires et de classe moyenne de grandes villes où l'on retrouve employés, étudiants, petits boutiquiers, salariés, chômeurs, ouvriers, deviennent le théâtre de manifestations (quartiers de Tehranpars, Narmak, Naziabad, Sadeghieh à Téhéran, Arak, Rasht, Hamedan). Mais les banlieues populaires de Téhéran, actives dans [les manifestations de 2019](#), ne se sont pas mobilisées en masse. La mobilisation ne se limite pas à la jeunesse. Sur de nombreuses vidéos, en particulier dans les milieux industriels et ruraux, on voit manifester des quinquagénaires et sexagénaires, une génération traditionnellement peu contestataire.

Les 2 et 3 janvier, les funérailles de manifestants agissent de nouveau comme des catalyseurs de contestation, en particulier dans les villes petites et moyennes. Le 4 et 5 janvier, les grèves continuent dans le grand Bazar de Téhéran (tissu, or, électronique), et les manifestations s'étendent dans des villes de la Caspienne (Rasht, Lahijan, Sari). Des syndicats de chauffeurs routiers, de retraités et de commerçants, ainsi que des associations d'écrivains, apportent leur soutien aux manifestations. Qu'ils soient formels ou informels, ces réseaux syndicaux constituent une source d'inquiétude majeure pour l'État, dans la mesure où ils ont déjà été, par le passé, à l'origine de mouvements sociaux et de grèves d'ampleur.

Au onzième jour de la contestation, le mercredi 7 janvier, la répression fait 29 morts et 2 217 arrestations selon l'organisation Human Rights Activists in Iran (HRANA). Malgré cette violence, la mobilisation se poursuit et des actions de sabotage ciblent des symboles du régime : des bases de miliciens, des fondations Khomeiny et les sièges des gouvernorats.



Iran. Cartographie d'un soulèvement — Du Bazar de Téhéran aux provinces.

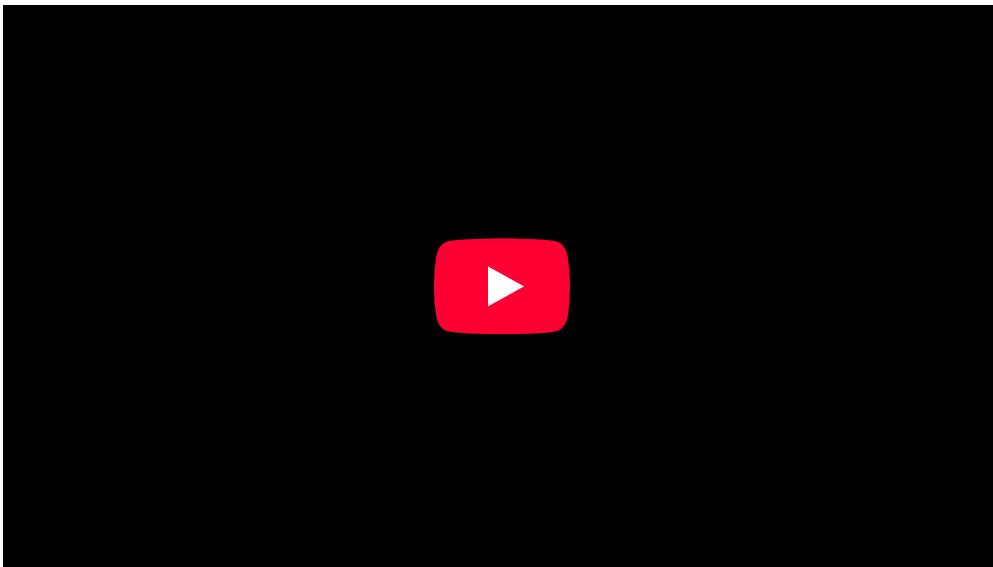
LE RETRAIT RELATIF DES PÉRIPHÉRIES ETHNIQUES ET RELIGIEUSES

Pendant toute cette période, certaines régions demeurent en retrait de la mobilisation. Si les régions kurdes à majorité chiite et de langue kalhor (provinces d'Ilam et de Kermanshah) ¹, se mobilisent intensément, le Kurdistan et les zones kurdes de l'Azerbaïdjan occidental, dans le nord-ouest, (majoritairement sunnites, de langue sorani ou kurmandji) restent prudentes et sortent peu, alors qu'elles étaient le cœur du mouvement FVL en 2022-2023.

Les partis kurdes, très bien implantés dans les régions à dominante sunnite, sont divisés sur les stratégies à adopter et l'objectif de la contestation. Ils n'appellent donc pas à des manifestations. À l'inverse, dans les régions kurdes à majorité chiite (Ilam, Kermanshah) l'implantation moins forte des partis kurdes, le branchement aux chaînes satellitaires persanophones de la diaspora, la cohabitation d'un sentiment nationaliste kurde et iranien, font que ces populations suivent davantage les dynamiques internes à l'Iran central.

Même constat au Baloutchistan, dans le sud-est du pays, qui ne connaît pas de manifestation massive dans cette première phase. Dans ces deux régions, le traumatisme de la répression de FVL est encore très vif : près de la moitié des 551 morts recensés entre 2022 et 2023 (Iran Human Rights) en étaient originaires.

D'autres espaces, comme l'Azerbaïdjan, dans le nord-ouest du pays, et à la population majoritairement turcophone, se tiennent également à distance de la contestation. Nos entretiens suggèrent que la forte visibilité de slogans monarchistes dans les vidéos qui circulent sur les réseaux sociaux et les chaînes satellitaires agissent comme un repoussoir pour nombre de citoyens kurdes, baloutches, arabes ou azerbaïdjanais. À leurs yeux, l'époque des Pahlavi fut marquée par la répression, les inégalités de développement et de richesse à travers le pays et la population, et le déni des identités culturelles.



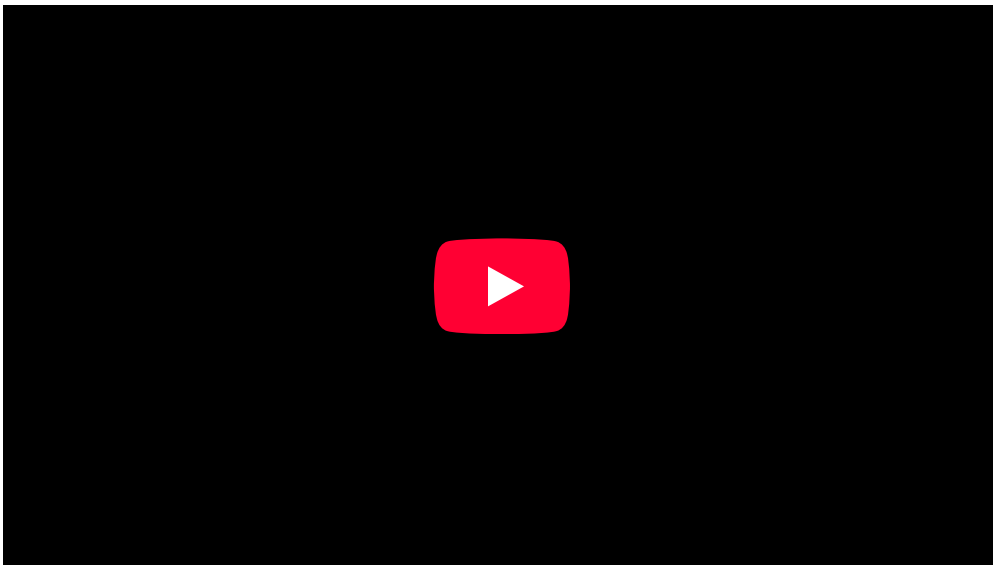
Iran. Cartographie d'un soulèvement. Comparatif avec Femme, vie, liberté (2022–2023).

UNE RÉPRESSION TOTALE

Le 8 janvier, la contestation entre dans une seconde phase. Les partis kurdes en exil appellent finalement à une grève générale. Elle est suivie massivement par les commerçants de toutes les régions kurdes et soutenue par d'autres grèves dans le pays, selon l'ONG kurde Hengaw et des vidéos parvenues des rues des bazars locaux. Dans le même temps, des dignitaires religieux baloutches déclarent leur soutien à la contestation, entraînant de nombreux Baloutches dans la rue, le lendemain, après la prière du vendredi.

Dans les grandes villes du pays (Téhéran, Karaj, Mashhad, Hamedan, Shiraz, Ispahan), la vague devient massive et transversale. À Téhéran, par exemple, les manifestations ont lieu des quartiers huppés (Za'feranyeh, Shahrak-e Gharb, Sa'adat Abad), aux quartiers de classe moyenne (Vanak, Narmak, Pounak), en passant par les quartiers populaires (Sattar Khan, Naziabad) et la banlieue ouvrière (Eslamshahr). Les appels de Reza Pahlavi sur les réseaux sociaux et les chaînes satellitaires viennent sans doute renforcer ces manifestations. Les slogans monarchistes se multiplient au sein des manifestants, sans que l'on puisse en vérifier la proportion exacte.

La mobilisation dépasse alors, par sa diversité, le mouvement vert de 2009, qui avait rassemblé jusqu'à 3 millions de personnes à son apogée ², mais qui était resté principalement cantonné à Téhéran et aux classes moyennes et supérieures. Elle excède également le mouvement « Femme, Vie, Liberté », lequel s'étendait sur un large spectre socio-spatial mais ne comptait, selon les estimations du renseignement militaire israélien (Aman), qu'environ 43 000 personnes dans la rue à son paroxysme. La mobilisation actuelle se distingue enfin par l'implication importante d'une partie des classes populaires et des classes moyennes appauvries, déjà engagées lors des vagues de contestation de 2017 à 2019.



Iran. Cartographie d'un soulèvement — Du Bazar aux différents quartiers de Téhéran.

Dans la nuit du jeudi au vendredi 9 janvier (treizième jour de mobilisation), le mouvement devient plus massif. Il est réprimé avec une grande violence. L'État décide alors d'interrompre les communications internationales et internet. Il déploie également des brouilleurs militaires visant à neutraliser les connexions satellitaires comme Starlink. Cette stratégie entend empêcher la coordination des mobilisations et, surtout, étouffer la circulation des vidéos de mobilisation et des preuves de la répression. Cette coupure totale rend difficile la compréhension des événements qui suivent.

Les rares témoignages et vidéos parvenus entre le 9 et le 16 janvier, dernier jour de mobilisation, font état d'une intensification rapide et simultanée de la contestation au cours des 9 et 10 janvier, particulièrement à la tombée de la nuit. Ils décrivent également de véritables scènes de massacres : tandis que l'État qualifie les manifestants de « terroristes », des mitrailleuses sont installées dans les villes, les miliciens tirent à hauteur de tête et des snipers sont déployés au sommet des immeubles. Téhéran et Mashhad semblent avoir été particulièrement frappées, alors que les informations en provenance des autres régions restent, à ce stade, lacunaires. La circulation de miliciens bassijis à motos la nuit tombée, et l'usage de la terreur par la répression sanglante, semblent avoir mis un terme aux protestations. Pour le moment, du moins.

Le nombre de manifestants tués identifiés par HRANA atteint les 4 251 au 21 janvier 2026, tandis que 9 049 autres victimes potentielles restent à identifier. L'organisation compte également 26 314 personnes emprisonnées, dont certaines risquent la peine de mort. Par ailleurs, Mai Sato, rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des droits humains en Iran, indique qu'une mission internationale devrait être dépêchée afin d'évaluer si les récents faits peuvent relever de crimes contre l'humanité.

Le retour apparent à un *statu quo* autoritaire ne doit toutefois pas masquer la profondeur des transformations à l'œuvre. L'effondrement du contrat social dans des régions longtemps considérées comme des bastions de loyauté, la

politisation accélérée de catégories traditionnellement conservatrices, et l'extension durable de la contestation à l'ensemble du territoire constituent autant de lignes de fracture qui fragilisent les fondements mêmes du régime. L'évolution des semaines à venir, notamment autour des rituels de deuil et de la cérémonie du quarantième jour – qui ont historiquement servi de catalyseurs à de nouvelles mobilisations –, permettra de déterminer si cette séquence s'inscrit dans une temporalité plus longue de crises cycliques, ou si elle ouvre la voie à une recomposition plus profonde du champ politique iranien.

ENTRE VIDE POLITIQUE ET RÉCUPÉRATIONS EXTÉRIEURES

L'Institut d'études pour la sécurité nationale (INSS), proche des milieux du renseignement israélien, et le média iranien Radio Zamaneh, basé à Amsterdam et plutôt situé à gauche, ont chacun mené des analyses quantitatives des slogans scandés lors des mobilisations. Malgré leurs positionnements idéologiques très différents, leurs résultats convergent largement : entre 54 et 65 % des slogans relèvent d'une opposition frontale au régime et à la figure du Guide Khamenei (« Mort à Khamenei », « Mort à la dictature »), sans qu'un projet politique structuré n'émerge pour autant. Cette configuration ne traduit pas seulement un rejet radical de l'ordre existant, mais révèle aussi une impasse, marquée par la répétition de slogans anciens et par l'absence de propositions politiques alternatives.

Ce vide politique contribue à expliquer la place croissante occupée par les slogans monarchistes, appelant au retour de Reza Pahlavi ou exprimant une nostalgie de l'époque du chah. Ceux-ci représentent entre 20 et 27 % des slogans recensés par les mêmes études (« Reza chah, que ton âme repose en paix », « Pahlavi va revenir », « Vive le roi »), une proportion qui semble s'être accrue au fil des jours. Les entretiens montrent par ailleurs que nombre de manifestants, y compris non monarchistes, reprennent ces slogans par mimétisme, faute d'alternative perçue comme crédible, considérant Reza Pahlavi non comme un horizon politique, mais comme une solution transitoire.

Cette dynamique est renforcée par le rôle central des chaines satellitaires de la diaspora et les déséquilibres médiatiques que cela produit. Deux chaînes populaires soutiennent massivement Reza Pahlavi et mènent depuis plus d'une décennie, en particulier durant le mouvement « Femme, Vie, Liberté », une intense activité médiatique visant à le présenter comme l'alternative politique la plus légitime. En surmédiatisant sa figure et en donnant à voir le mouvement comme majoritairement monarchiste, ces médias participent à une forme de prophétie autoréalisatrice : certains Iraniens finissent par y croire et à agir en conséquence, contribuant ainsi à renforcer le mouvement.

Ajoutons à cela les tentatives de récupération politique de la mobilisation

par des acteurs extérieurs, en particulier Israël, qui soutient de longue date toute initiative susceptible d'affaiblir le régime iranien. Durant la révolte, plusieurs médias israéliens, citant des sources sécuritaires anonymes, ont affirmé qu'Israël menait des opérations clandestines en Iran. Cette idée a été reprise par l'ancien secrétaire d'État américain Mike Pompeo, qui a déclaré : « Bonne année à tous les Iraniens dans les rues. Et aussi à tous les agents du Mossad qui marchent à leurs côtés. »

Cette situation reflète plus largement le désert politique interne produit par des décennies d'appauvrissement du champ politique iranien : assassinats, emprisonnements, interdictions et exils successifs d'acteurs politiques, d'organisations, de syndicats et d'intellectuels ont empêché tout renouvellement idéologique durable. Il faut rappeler enfin qu'en 2024, près de 13 millions d'électeurs ont encore voté pour le candidat ultraconservateur Saïd Jalili, proche du bureau du Guide. Comment penser, dans ces conditions, une transformation politique qui ne fasse pas l'économie de ces segments sociaux encore loyaux au régime ?

- ¹ On différencie quatre groupes de langues kurdes en Iran : le kurmanji, parlé autour de Ouroumyeh, dans l'Azerbaïdjan occidental, le sorani parlé principalement dans la province du Kurdistan et de Kermanshah, le hawrami parlé dans les deux mêmes provinces, mais très minoritaire, et le kalhori, parlé dans les provinces de Kermanshah et de l'Ilam.
- ² Selon Mohammad Ghalibaf, le maire de Téhéran de l'époque.

Vous avez aimé cet article ? Association à but non lucratif, *Orient XXI* est un journal indépendant, en accès libre et sans publicité. Seul son lectorat lui permet d'exister. L'information de qualité a un coût, soutenez-nous (dons défiscalisables).

Faire un don

ARMIN MESSENGER

Doctorant en science politique à Sciences Po Paris.

Les articles présentés sur notre site sont soumis au droit d'auteur. Si vous souhaitez reproduire ou traduire un article d'Orient XXI, [merci de nous contacter préalablement](#) pour obtenir l'autorisation de(s) auteur.e.s.